

Offensive contre l'embryon à Bruxelles : l'initiative citoyenne européenne UN DE NOUS dénonce un déni de démocratie et appelle à la mobilisation!

Grégor Puppinck, co-initiateur d'UN DE NOUS, avec d'autres observateurs des instances européennes, tire le signal d'alarme : une proposition de résolution portant atteinte à la dignité de l'embryon humain avance à Bruxelles. L'initiative citoyenne UN DE NOUS appelle un vrai débat public.

Une [proposition de résolution « sur la santé et les droits sexuels et génésiques »](#) (SDSG) sera débattue et votée le 22 octobre au Parlement européen: elle inclut le financement de programmes menaçant l'être humain déjà conçu.



Pour Grégor Puppinck, Directeur du European Centre for Law and Justice et co-initiateur d'UN DE NOUS en Europe : « Ce projet de résolution excède les compétences de l'Union européenne qui laisse les Etats membres légiférer sur les enjeux bioéthiques. Les financements européens de politiques d'aide au développement encourageant l'avortement posent problème. Depuis plusieurs années, des débats sont soulevés par les programmes d'avortement ou de stérilisation forcés, ou encore d'avortements sélectifs dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Plus de 1.200.000 personnes en Europe, signataires de l'Initiative Citoyenne Européenne UN DE NOUS demandent précisément l'arrêt du financement par l'Union européenne des programmes menaçant l'être humain déjà conçu. Les députés européens doivent prendre en compte cette mobilisation citoyenne massive à travers toute l'Europe, et inédite sur le sujet, sous peine de déni de démocratie. Comment aborder de tels enjeux alors que les citoyens européens interpellent la commission européenne pour qu'elle se positionne ? »

En France L'initiative UN DE NOUS, portée par la Fondation Jérôme Lejeune, Alliance VITA, le Comité protestant pour la dignité humaine et les Associations Familiales Catholiques, a déjà rassemblé près de 100 000 signataires. Ce collectif interpelle les responsables politiques français et européens, et poursuit sa mobilisation d'ici le vote du 22 octobre et jusqu'à la clôture officielle de la collecte à la fin du mois.

Pour s'opposer à cette résolution, quatre actions :

- Demander au Président du Parlement européen de retirer le projet de résolution de l'ordre du jour de l'Assemblée plénière car ce texte ne relève pas de la compétence de l'Union (Markus Winkler, Cher de cabinet, 0032 (0)2 28 40 737, markus.winkler@europarl.europa.eu)
- Demander au PPE de rejeter le texte : joseph.daul@europarl.europa.eu ; 0032-2-2840662
- Interpeller les responsables politiques français
- **ET SURTOUT** : Signer l'Initiative Citoyenne Européenne Un de Nous sur WWW.UNDENOUS.FR

CONTACT PRESSE : Guenièvre Mouchet - gmouchet@fondationlejeune.org - 06 47 95 66 60